

TRIBUNE LIBRE

Irak & Kurdistan : Appel à l'aide humanitaire avec les réfugiés Yezidis

mercredi 20 août 2014, par [France-Kurdistan](#) (Date de rédaction antérieure : 19 août 2014).

Nous sommes un groupe de l'association Franc Kurdistan, nous nous trouvons actuellement dans le sud-est de la Turquie dans le cadre d'un séjour solidaire. Nous venons de rencontrer, à la frontière syrienne, les autorités municipales de Nusaybin et de Cizre qui organisent, sur leur territoire, l'accueil des réfugiés yézidis. Nous avons recueilli de nombreux témoignages auprès de personnes ayant trouvé abri et secours dans les familles des villages de leur communauté, ainsi que dans un immense entrepôt industriel réhabilité. 800 personnes y sont hébergées. Elles nous ont relaté la barbarie inhumaine dont a été victime cette minorité kurde irakienne de la part des groupes djihadistes de l'Etat Islamique. Dans l'urgence de la parole, ces hommes et ces femmes, exténués mais soulagés d'avoir trouvé enfin un lieu sûr, ont évoqué dans une immense douleur ce qu'ils considèrent comme un génocide.

Ces réfugiés sont originaires de la ville ou des villages de la plaine de Sinjar qui ont subi une attaque de l'EI à partir du 3 août. Par plus de 40°, ils ont fui dans les montagnes dans des conditions insoutenables, privés d'eau et de nourriture. Les plus vulnérables ont succombé par centaines. Alors que l'offensive se déroulait, ils nous disent n'avoir reçu aucun soutien des peshmergas irakiens qui se sont dérobés face à l'ennemi. Ils évoquent avec dureté cet abandon et leur sentiment d'avoir été trahis par ceux qui étaient censés les protéger.

Abandonnés et livrés à la sauvagerie de l'EI, les massacres et les exactions ont débuté. Tous les hommes ont été systématiquement fusillés, les enfants tués à bout portant et égorgés, les femmes violées, tuées, éviscérées lorsqu'elles étaient enceintes, les jeunes filles enlevées dès 8 ans pour être vendues comme esclaves. Les riches acheteurs des Emirats et d'ailleurs ne manquent malheureusement pas... Dans un village de 600 personnes, dont la quasi-totalité de la population a disparu, 40 femmes se sont données la mort collectivement, préférant le suicide au sort tragique que leur réservaient leurs bourreaux islamistes.

Seuls les kurdes du PYD et du PKK, appuyés par des miliciens civils yézidis, ont pris position dans les montagnes pour sécuriser la zone et ouvrir un corridor d'une dizaine de kilomètres de large. Selon les sources, entre 70 000 et 100 000 yézidis ont pu ainsi être évacués vers les cantons autonomes kurdes de Rojava ou du Kurdistan irakien et dans une moindre mesure vers la Turquie. Ces réfugiés ont tenu à nous dire avec force « *le PKK nous a sauvé la vie. Dîtes-le !* ». Pour l'essentiel, le 11 août, la totalité du Sinjar était libérée.

Pour autant d'énormes problèmes demeurent. De nombreux kurdes yézidis se trouvent encore dans des zones de combat sans protection. Des familles entières sont dispersées, parcourent des centaines de kilomètres pour retrouver les leurs et tentent de franchir des frontières. Que vont-ils advenir ? La vie des réfugiés doit par ailleurs s'organiser. Les témoignages recueillis dans ce domaine sont accablants.

Notre groupe « France - Kurdistan » a pu observer la situation qui leur était réservée en Turquie.

L'Etat turc continue à apporter en toute impunité une aide militaire, logistique et médicale aux djihadistes. Ils multiplient les obstacles à l'aide humanitaire envers les yézidis en entravant le passage de convois de nourriture, de vêtements et de médicaments. Nous nous trouvions dans le bureau de la nouvelle maire de Nusaybin, lorsque celle-ci était alertée par téléphone. La Préfecture n'acceptait pas le passage du convoi ! Les soldats turcs n'hésitent pas à tirer sur les réfugiés qui souhaitent entrer sur le territoire. Récemment près de Cizré, deux jeunes femmes yézidis ont été rançonnées par des gardes-frontaliers, violées et torturées. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que le gouvernement turc ne prenne aucune disposition pour accueillir des réfugiés qu'il ignore.

Seules les municipalités kurdes du BDP et leur population font face à l'urgence. Elles organisent la solidarité devant cet afflux comme elles le font pour les chrétiens et des arabes sunnites, et ce sans distinction. Déjà dépourvues de moyens, elles aident les villages yézidis de leurs circonscriptions à prendre en charge les familles à leur domicile comme à Nusaybin. A Cirze, un entrepôt désaffecté a été transformé en centre d'accueil pour 800 femmes, enfants, bébés, hommes. A Hakkari, le hall de la mairie est en permanence ouvert pour accueillir les soutiens de la population à destination des réfugiés de Rojava.

Les maires kurdes sont totalement dévoués à cette tâche en répondant aux besoins élémentaires. Des médecins ou des pharmaciens kurdes visitent les réfugiés, assurent les premiers soins, vaccinent et réconfortent des êtres profondément meurtris : « *nous avons tellement besoin de médicaments !* »

Le BDP coordonne cette solidarité en ayant mobilisé les 101 municipalités qu'il dirige et leurs populations. D'ores et déjà, elles ont pris en charge 2000 yézidis. 5000 nouveaux réfugiés arrivent dans la semaine. Les élus rencontrés savent qu'« ils ne sont pas au bout de leur peine », une nouvelle vague est attendue.

Tous, élus comme réfugiés, s'indignent de l'abandon de la communauté internationale et du peu d'intérêt que suscite leur situation.

Le regard que les réfugiés portent sur les pays occidentaux est sans concession. Les frappes américaines après le désastre de la guerre en Irak, les tergiversations européennes et les gesticulations françaises ne trompent personne. Ils ne manquent pas de rappeler que les terroristes islamistes sont armés et financés par leurs alliés à l'échelle internationale. Certains pays du Golfe et du Moyen-Orient sont des bailleurs de fonds complaisants, comme le Qatar. D'autres agissent plus officieusement comme la Turquie, membre de l'OTAN. En revanche, ceux qui défendent la liberté et les droits humains sont considérés comme des « terroristes » à l'image du PKK. Les livraisons d'armes se font attendre et l'aide humanitaire est dérisoire.

Les réfugiés yézidis considèrent cette 73^e agression de leur histoire comme l'une des plus graves. Ils s'interrogent sur leur retour en Irak qui ne pourra advenir que si la région est à nouveau sécurisée. Certains ne l'envisagent plus et souhaitent s'établir désormais au Kurdistan seule terre de liberté et de paix.

« France-Kurdistan » lance cet appel :

Pour en terminer avec les djihadistes, il faut en finir avec l'hypocrisie des Etats, sanctionner ceux qui les financent et les arment. Un jeune homme l'a crié : « *Si les islamistes ne sont plus soutenus, ils tomberont !* ».

Il faut apporter de toute urgence une aide aux villes kurdes qui défendent avec bienveillance les droits et la dignité humaine. Nous en appelons à la responsabilité du gouvernement français. Notre

pays en a largement les moyens.

Dans ce combat, le PKK au premier plan est un acteur incontournable de la paix. Il ne doit plus figurer sur la liste des organisations « terroristes » des pays occidentaux. Nous demandons à la France et à l'Union européenne d'agir immédiatement dans ce sens. Ce serait indigne d'attendre davantage.

L'ONU se doit d'être un acteur majeur dans le soutien aux réfugiés et dans les résolutions des problèmes régionaux.

« France-kurdistan » s'adresse à la conscience des citoyens et citoyennes de France attachés aux valeurs humaines, à relayer cet appel.

Cizré, le 19 août 2014

Contact : page facebook « Association de solidarité France-Kurdistan »
Pascal TORRE et Sylvie JAN
